

## GREVE : nos droits, les textes, rappel des consignes, les pratiques....

### Informations d'ordre général sur le droit de grève:

La grève est un droit fondamental, garanti par la constitution et le statut général des fonctionnaires. (Loi 83-634 du 13/07/1983, article 10)

Dans l'Education nationale, il n'y a ni service minimum du personnel enseignant, ni réquisition. Pour cela, il faudrait la publication d'un décret ainsi qu'une notification individuelle par le préfet.

La grève doit être précédée d'un préavis (loi n° 82-889 du 19 octobre 1982):

Le préavis est déposé par une organisation syndicale représentative. Le préavis précise les motifs du recours à la grève. Il fixe le lieu, la date et l'heure du début ainsi que la durée, limitée ou non, de la grève envisagée.

**Attention** : pour les enseignants des écoles, les organisations syndicales doivent, dans le cadre de la procédure de négociation préalable imposée par la loi du 20 août 2008, déposer une notification auprès de l'autorité hiérarchique compétente, avant tout dépôt de préavis.

La loi du la loi n°2008-790 du 20 août 2008 crée un droit d'accueil au profit des élèves des écoles maternelles et élémentaires.

### Situations particulières:

#### 1) Dans les écoles :

##### La déclaration d'intention :

- la loi dans son article 5 spécifie que « *toute personne exerçant des fonctions d'enseignement dans une école maternelle ou élémentaire publique déclare à l'autorité administrative, au moins quarante-huit heures, comprenant au moins un jour ouvré, avant de participer à la grève, son intention d'y prendre part.* »

Les collègues **doivent remplir** cette déclaration s'ils se sentent mobilisés pour faire grève, au risque de sanctions s'ils participent à la grève sans avoir rempli leur déclaration d'intention.

##### Autres dispositions de la loi :

Extraits de la loi :

- « *L'autorité administrative communique sans délai au maire, pour chaque école, le nombre de personnes ayant fait cette déclaration et exerçant dans la commune.* »
- « *La commune met en place le service d'accueil à destination des élèves d'une école maternelle ou élémentaire publique située sur son territoire lorsque le nombre des personnes qui ont déclaré leur intention de participer à la grève en application du premier alinéa est égal ou supérieur à 25 % du nombre de personnes qui exercent des fonctions d'enseignement dans cette école.* »
- « *Les familles sont informées des modalités d'organisation du service d'accueil par la commune et, le cas échéant, par les maires d'arrondissement.* »

C'est à l'IA 88 de comptabiliser les grévistes potentiels par école. Ce sont des déclarations individuelles, le directeur n'a pas à transmettre de tableau collectif.

Pour la grève du 19 mars, le SE-UNSA conseille l'envoi par fax (école ou mairie) au plus tard mardi matin avant le début de la classe (conserver le récépissé du fax).

Si c'est par courrier, c'est avec accusé de réception (garder la preuve de l'envoi). L'envoi doit être arrivé avant le mardi matin, c'est-à-dire lundi dernier délai, l'envoi doit donc s'effectuer vendredi ou samedi 14 mars au plus tard.

Le directeur n'est pas tenu d'être présent le jour de la grève, ce n'est pas un personnel réquisitionnable. Il n'a pas la responsabilité de l'organisation du service d'accueil organisé par la mairie, mais il organise le service des enseignants non grévistes. Ce n'est à lui de gérer l'information aux familles sur ce qui est mis en place pendant ce service d'accueil municipal (voir ci-dessus).

##### Cas de moins de 25% de grévistes :

Les enseignants présents accueillent les élèves.

##### Cas de plus de 25% de grévistes mais sans que l'ensemble des collègues soit gréviste:

Les enseignants présents accueillent leurs élèves, les autres élèves sont pris en charge par le service minimum d'accueil organisé par la mairie.

### Cas où tous les collègues sont grévistes :

La mairie assure le service d'accueil.

**Il est préférable de prévenir par écrit les familles :** « *Un mouvement social est prévu le 19 mars 2009. Suivant la loi 2008-790, votre enfant sera accueilli soit par des enseignants, soit par un service minimum d'accueil organisé par la commune. En cas d'organisation de service minimum d'accueil par la commune, la mairie vous informera de ces modalités par voie d'affichage.* » Cela peut se compléter par une information globale aux familles sur les raisons de la grève. Les tracts ou lettres aux parents seront affichés ou distribués à la sortie de l'Ecole ou de l'Etablissement.

2) **Dans les établissements de second degré**, la meilleure solution consiste à réunir les personnels concernés par la grève (enseignants, non enseignants...) pour la préparer (l'heure d'info syndicale peut être utilisée).

Rappel : les directeurs de SEGPA ne sont pas personnels réquisitionnables (droit de grève, il organise le service auparavant s'il est gréviste, le jour même s'il ne l'est pas).

Pour les personnels travaillant en internat (CPE, MI-SE, éducateurs en internat) généralement la pratique veut que la grève commence la veille après le départ des externes et se termine le jour de la grève au début de l'internat.

3) situation particulière des **établissements spécialisés** : le chef d'établissement doit assurer la sécurité des élèves. Il est préférable de le prévenir de son absence.

### Incidences financières des faits de grève

– Absence de service (fraction quelconque de la journée donne lieu à retenue du trentième indivisible) loi 61-825 du 29/07/61 et décret 62-765 du 6/07/62, art. 1

– Retenue sur traitement en cas de grève - Circulaire 74-411 du 7/11/74 : la retenue pour salaire est calculée sur le traitement perçu au cours du mois ou a eu lieu la grève et non le mois ou la retenue est prélevée

– Calcul des retenues pour plusieurs jours consécutifs incluant des jours sans service à accomplir. Réponse ministérielle du 28 avril 1980 : "l'arrêt du conseil d'état du 7 juillet 78 (arrêt Omont) stipule qu'en cas d'absence de service fait pendant plusieurs jours consécutifs, le décompte des retenues à opérer sur le traitement mensuel d'un agent public s'élève à autant de trentièmes qu'il y a de journées comprises du premier jour inclus au dernier jour inclus où cette absence de service fait a été constatée, même si, durant certaines de ces journées, cet agent n'avait, pour quelque cause que ce soit, aucun service à accomplir"

Ex :1) grève un mardi, nouveau jour de grève le jeudi suivant : le retrait de salaire s'effectuera sur les jours suivants : mardi, mercredi et jeudi

2) grève un vendredi, (samedi non travaillé), nouveau jour de grève lundi : retraits effectués: vendredi, samedi, dimanche, lundi

3) grève une veille de vacances, nouveau jour de grève à la rentrée: retraits de salaires effectués sur les jours de grève mais aussi sur les vacances

### Recensement des grévistes

La décision de grève appartient individuellement à chaque personnel, qui n'a pas à se déclarer gréviste

- Dans le premier degré : il n'y a pas de supérieur hiérarchique dans les écoles :  
**Pour le SE-UNSA** le constat ne peut donc être effectué sur place (les directeurs d'école n'ont pas à établir la liste des grévistes, n'ont pas à remplir d'enquête pour l'administration.) L'administration recense elle-même les non grévistes, en envoyant individuellement à chaque enseignant une feuille à remplir attestant que celui-ci a assuré son service ou était en congé de maladie ordinaire, maternité...le jour concerné.  
Les délais de retour d'enquête ne doivent pas être trop courts (refuser un délai de 24 ou 48h)
- Dans le second degré c'est le chef d'établissement qui constate le fait de grève

### Enquêtes

Des enquêtes sont quelquefois effectuées par l'administration (IEN), par la gendarmerie ou la préfecture, souvent par téléphone, afin de connaître le nombre et parfois le nom des grévistes. Il ne faut pas y répondre.